

Lettre PRÉVIOS – Mai 2009 (n°11)

Lettre d'Information du Réseau Prévention Violence et Orientation Santé de Midi-Pyrénées,
6 rue Pétrarque 31000 Toulouse ; Tél. 05.61.32.32.14 / Fax. 05.61.32.31.87
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

Pour recevoir cette lettre ou y publier des évènements,
merci d'en faire la demande au mail ci-dessus.

POUR CONSULTER LES LETTRES D'INFORMATION DU RESEAU PREVIOS :

<http://www.chu-toulouse.fr/publications-communications>

ACTIVITES PREVIOS

Vous souhaitez réaliser un évènement en partenariat avec le réseau PREVIOS :
Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64.
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

Formation Toulouse, 9 juin 2009, 9h-17h

Médicaments et violences

L'association Réseau PRÉVIOS (PRÉvention VIolence et Orientation Santé) organise, pour les professionnels de santé, une formation sur le thème "Médicaments et violences". Cette formation est réalisée en partenariat avec les services de pharmacologie clinique (Pr J.L. MONTASTRUC) et de médecine légale (Pr D. ROUGE) du CHU de Toulouse et le Laboratoire du Stress Traumatique (JE 2511) de l'Université Toulouse III (Pr P. BIRMES). Thèmes abordés : actualités pharmacologiques sur les psychotropes ; traitement du syndrome de stress post traumatique ; bon usage et mésusage des psychotropes ; pharmacovigilance et violences ; médicament, violence et expertise, prise en charge des victimes de soumission chimique. Lieu : Salle de cours du service de médecine légale, Faculté de Médecine de Purpan 37 allées Jules Guesde 31000 Toulouse. Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64. Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

Formation CNFPT, Violences de couple

Violences de couples

Des séminaires de formation de trois jours sont organisés par le CNFPT de la Région Midi-Pyrénées pour les professionnels de PMI et de la DAST. Contact : Mme BARRERE Corinne, CNFPT-Midi-Pyrénées : 05 62 11 38 31.

Conférence, 18 juin 2009

Médecine de la violence, la maltraitance des personnes vulnérables

Organisée par le laboratoire SANOFI AVENTIS et réalisée en partenariat avec PREVIOS et ALMA 31 - Conférence dédiée aux praticiens libéraux et pharmaciens.

Bibliographies

Violence et grossesse - Réalisé en partenariat avec l'Association Du Côté des Femmes, septembre 2007 et consultable sur Intranet :

http://www.ducotedesfemmes31.fr/IMG/pdf/biblio_violences_femmes_et_sante.pdf

Supports d'intervention - ateliers débat réalisés avec le Réseau REQUAMIP

Bientraitance, novembre 2008

Risques psychosociaux & Bientraitance, juillet 2008

Les supports d'intervention de ces ateliers, réalisés en partenariat avec le Centre d'Ingénierie Psychosociale VALEATIS, sont consultables sur demande :

assocprevios.secretariat@yahoo.fr.

Communications 2008

Réalisées en partenariat avec la CPV 31 :

- Fonctionnement d'une consultation de prévention des situations de violences, alternative au réseau existant, 13 th Pacific Rim College of Psychiatrists Scientific Meeting (PRCP), 2008 October 30 - November 2, Tokyo, Japan - Poster
- Evaluation de la dangerosité dans une consultation de prévention de la violence au Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse Rangueil, 2e Congrès international francophone Psychiatrie et violence, Lausanne, Septembre 2008 (partenariat CPV 31).

Publications 2008

Réalisées en partenariat avec la CPV 31 :

- Réflexions pour la constitution d'un chemin clinique des victimes au sein des établissements de santé Journal de médecine légale et de droit médical 2008, Vol.51, N°2, 71-80 (partenariats CPV Midi-Pyrénées) ;
- La prise en charge des victimes répond-elle à leurs attentes ? Journal de médecine légale et de droit médical 2008, Vol.51, N°1:5-14 (Partenariat CPV 31 - UMJ Toulouse).

VU SUR INTERNET

Prise en charge des personnes vulnérables

Un portail gouvernemental dédié aux tutelles.

<http://www.tutelles.justice.gouv.fr/>

Afin d'accompagner l'entrée en vigueur de la réforme des tutelles, le 1er janvier 2009, le ministère de la Justice a lancé un portail Internet pour offrir un accès à toutes les informations sur la prise en charge des majeurs vulnérables.

Escroqueries

Sur Internet : Plateforme de signalement des mails

<http://www.internet-signalement.gouv.fr>

Les escroqueries sur internet se multiplient. Que faire si on est confronté à un problème de ce type ? Le gouvernement a mis en place une ligne téléphonique spécifique : le 08 11 02 02 17 (numéro info-escroqueries- et une plate-forme internet. Les infractions les plus fréquentes concernent des demandes d'aide d'urgence dans un contexte des plus fantaisistes ou autre abus de confiance.

Sur les téléphones portables : Plateforme de signalement

Les escroqueries sur les portables sont en croissance et ont amené à la création d'une plateforme de signalement des SMS indésirables ou douteux. Les usagers peuvent maintenant les transférer au : **33 700**. La plateforme émet un accusé de réception et est en lien avec les opérateurs pour prendre des mesures contre les émetteurs de ces messages. Le 33700 est renforcé depuis le 1er janvier par un site internet : www.33700-spam-sms.fr.

Information sur les jeux vidéo

Classification LEGI

www.pedagojeux.fr

Un site réunissant les pouvoirs publics, des acteurs économiques et des associations répond aux questions des parents sur le contenu des jeux vidéo. Pour rappel, une classification PEGI existe sur les jaquettes ou sur les sites éditeurs pour avertir les consommateurs : 1°) mention de l'âge minimum recommandé (5 catégories) et 2°) type de contenu présent dans le jeu : sept symboles existent, chacun illustrant un type de contenu différent : 1 - langage grossier 2 - jeu faisant référence aux drogues ou montrant leur usage 3 - présence de discrimination 4 - peur 5 - présence de contenus violents 6 - pratique des jeux de hasard 7 - présence de contenus à connotation sexuelle ou de nudité à l'intérieur du jeu. Il peut arriver que la classification retenue pour le jeu n'est pas appropriée. Sachez qu'il est alors possible de faire parvenir votre commentaire aux administrateurs du système PEGI. Pour cela, consultez le site : <http://www.pegi.info/fr/index/id/47>

Risque psychosociaux et autres risques professionnels

Création d'un conseil d'orientation sur les conditions de travail

(Source : Site du Ministère du Travail)

<http://www.travailler-mieux.gouv.fr/CONSEIL-D-ORIENTATION-SUR-LES.html>

« Le Conseil d'orientation sur les conditions de travail (COCT), créé par le décret du 25 novembre 2008 (Décret n° 2008-1217 du 25 novembre 2008 relatif au Conseil d'orientation sur les conditions de travail), a été mis en place le 30 avril. A cette occasion, le ministre du Travail, Brice Hortefeux, a annoncé que le COCT jouerait un rôle moteur dans l'élaboration du nouveau Plan santé au travail 2010-2014. Les trois priorités devraient en être la prévention contre les risques cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR), les troubles musculo-squelettiques (TMS), et les troubles psychosociaux. En 2007, 720.150 accidents du travail ont été recensés dont 46.426 graves et 622 à l'origine d'un décès ».

Sexualité

OnSexprime.fr : un nouveau site sur la sexualité pour les 15-20 ans

<http://www.inpes.sante.fr/index.asp?page=30000/actus2009/010.htm>

En lien avec ses partenaires associatifs, des professionnels de santé et le ministère de la Santé, l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé, a créé en mars 2009 un nouveau site informant les jeunes de 15 à 20 ans sur la sexualité ...

Santé mentale

La transsexualité hors de la liste des affections psychiatriques de longues durées

<http://www.sante-sports.gouv.fr/actualite-presse/presse-sante/communiques/>

Source : Communiqué Ministère de la santé, 18 mai 2009 : « Lors de la journée internationale contre l'homophobie (<http://www.homophobie.org/>), Roselyne Bachelot a annoncé avoir saisi la Haute autorité de Santé (HAS) afin d'établir un décret sortant la transsexualité de la liste des affections psychiatriques de longue durée. La France serait alors le premier pays au monde à supprimer la transsexualité de la liste des maladies mentales. Pour mémoire, le 10 mai 1990, l'OMS décidait de sortir l'homosexualité de la liste des maladies mentales, date retenue comme journée mondiale contre l'homophobie. Cette déclassification n'induit ni une absence de prise en charge médicale, ni une renonciation au diagnostic médical des troubles de l'identité de genre. En revanche, elle représente une réelle avancée dans la lutte contre les discriminations subies par les minorités sexuelles. A la demande du ministère de la santé, la Haute autorité de santé (HAS) élabore un projet de rapport sur le transsexualisme et sa prise en charge, pour lequel est ouvert, jusqu'au 31 mai 2009, une consultation publique ».

Disparitions d'enfants

Signaler les enfants disparus au 116 000

Depuis lundi 25 mai, le 116 000, numéro d'appel unique européen destiné à écouter et à accompagner les familles d'enfants disparus, fugueurs ou enlevés, est activé en France. Entièrement gratuit, le 116 000 est accessible tous les jours, 24h/24. Son but est d'offrir aux parents et aux familles : un accueil et une écoute téléphonique, un suivi des dossiers tout au long des procédures, un accompagnement dans les démarches auprès

des services d'enquête et des autorités judiciaires, une orientation vers les administrations et les associations spécialisées, une orientation vers un soutien psychologique si nécessaire. A ce jour le numéro est opérationnel dans 10 Etats membres de l'Union européenne (UE) : Belgique, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie et Slovaquie. Pour plus de renseignements : Institut national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem) :

<http://www.inavem.org/actualites/316?task=view>

Enlèvement parental d'un enfant à l'étranger : un site pour connaître ses droits

<http://service-public.fr/actualites/00770.html?xtor=RSS-78>

VU DANS

La violence des... mots ?

Sémantique et « mieux-traitance »

<http://www.sante.gouv.fr/drees/serieetudes/serieetud85.htm>

Extrait : In Rapport sur l'état des lieux du dispositif de soins palliatifs au niveau national. Direction de la Recherche de l'Evaluation et des Etudes Statistiques. Série Études et Recherche". n° 85. 2009/02. 110 p.

p.63 - Les termes « soins palliatifs » sont et restent avant tout et principalement assimilés par bon nombre de professionnels à la fin de vie. Dès lors, les professionnels procèdent à un contournement sémantique, et ce, pour plusieurs raisons :

- **éviter la violence symbolique des mots** : les professionnels de la gériatrie parlent dès lors plus volontiers de soins de confort ou de nursing, tandis que les professionnels de la cancérologie parlent de soins de support, de soins d'accompagnement ou de soins terminaux ; le détournement est porteur d'une stratégie d'évitement qui a des incidences sur les pratiques et les comportements professionnels, ainsi que développé infra ; d'une manière générale, il peut être observé que cet évitement renforce des pratiques professionnelles ancrées essentiellement dans le soulagement de la douleur et le nursing, [...]

p.65 - Le terme de soins palliatifs ne fait pas sens :

- **en termes de finalités** : les finalités des démarches de soins palliatifs sont différentes de celles des démarches des établissements prenant en charge des personnes âgées ou des personnes handicapées ; **ces établissements sont porteurs d'un projet de vie et non d'un projet de fin de vie**. Dès lors, la fin de vie, qui fait partie de la réalité de ces établissements ne modifie pas l'approche dominante et les valeurs professionnelles des soignants ; elle s'inscrit dans la continuité des démarches usuelles, même si celle-ci, comme nous le verrons infra, connaissent des aménagements. À l'instar de ce qui peut être observé en milieu sanitaire, les professionnels de ce secteur vont refuser le terme de soins palliatifs au regard de sa **violence symbolique** relative à la proximité de la mort : « *cela ne convient pas à la finalité de l'établissement, qui se définit avant tout comme un lieu de vie par opposition à un mouroir* » ; dans ce secteur, on parle de résident et non de patient...

Conduites addictives et violences

Femmes et violence

Extrait : In Femmes et addictions dans la littérature internationale : sexe, genre et risques SIMMAT-DURAND L. (laurence.simmat-durand@parisdescartes.fr) Université Paris Descartes, Cesames, Centre de recherches « Psychotropes, santé mentale, société » (CNRS UMR8136, Inserm U611), Paris, France In Femmes et addiction. Numéro thématique. LERT et al., Inserm U687, et al. Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire. n°10-11. 2009/03. 85-104

Enfin, les femmes qui abusent de l'alcool sont plus susceptibles que les autres femmes d'être victimes de violences conjugales [20] et de ne pas pouvoir négocier l'utilisation du préservatif [21]. [...] L'abus de substances et les problèmes mentaux coexistent fréquemment chez les femmes qui ont subi de la violence, des traumatismes ou des abus, dans un renforcement mutuel [5]. [...]

En France, outre le travail anthropologique de Stéphanie Pryen [44] qui a montré la vulnérabilité particulière des toxicomanes parmi les prostituées lilloises, deux enquêtes récentes ont été menées dans trois villes en 1995 et 2002 parmi les prostituées [45]. [...] Elles montrent de grandes différences dans l'utilisation des préservatifs des consommatrices d'opiacés comparativement aux autres prostituées : les premières, peut-être poussées par le manque, tendent plus facilement à ne pas utiliser de préservatifs si les clients l'exigent [45]. Toutes les études montrent que ces femmes courent un plus grand risque d'être victimes de violence ou d'être infectées par le VIH ou d'autres maladies. [...] Maternité et grossesse : La question des grossesses des femmes toxicomanes soulève de multiples questions, du fait de la mise en danger de l'enfant que représente la consommation de drogues ou d'alcool dans ce contexte : la littérature fait état des lois et des conflits entre les droits des femmes et les droits des fœtus [47, 48]. Pour Susan Boyd, les drogues seraient à l'origine d'un contrôle croissant des comportements des femmes [48]. Cela a mené au mythe de la « mauvaise mère » et à l'idée d'une punition [49] : aux États-Unis comme au Canada, des affaires judiciaires ont été portées devant les tribunaux à propos de mères usagères de drogues, pour les obliger à arrêter leur consommation par des traitements sous contrainte ou l'emprisonnement [49]. Aux États-Unis, un décret de 2004 « Unborn Victims of Violence Act » sanctionne la mise en danger d'un enfant in utero [47].

[5] Canadian Women's Health Network. Women, mental health and mental illness and addiction in Canada: an overview. 2006. www.cwhn.ca

[20] Temple JR, Weston R, Stuart GL, Marshall LL. The longitudinal association between alcohol use and intimate partner violence among ethnically diverse community women. *Addict Behav.* 2008; 33(9): 1244

[21] Stoner SA, Norris J, George WH et al. Women's condom use assertiveness and sexual risk-taking: Effects of alcohol intoxication and adult victimization. *Addict Behav.* 2008;33(9): 1167

[44] Pryen S. Usage de drogues et prostitution de rue. L'instrumentalisation d'un stigmatisme pour la légitimation d'une pratique indigne. *Sociétés Contemporaines.* 1999; 36:33-51.

[45] Cagliero S, Lagrange, H. La consommation de drogues dans le milieu de la prostitution féminine. Paris: OFDT, 2004; 90 p.

[47] Boyd S. Femmes et drogues: survol des lois et des conflits mères/état aux États-Unis et au Canada. *Psychotropes.* 2004; 10(3-4):153-72.

[48] Boyd S. From witches to wrack norms: women, drug law and policy. Carolina Academic Press, 2004.

[49] Simmat-Durand L. La mère toxicomane, au carrefour des normes et des sanctions. *Déviance et Société.* 2007;31(3):305-30.

Alcool et violence

<http://www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/alcool/sommaire.htm>

Dans ce dossier, vous trouverez des informations relatives à la prévention des problèmes de santé liés à la consommation d'alcool. L'objectif est de mettre, à la disposition de tous, la politique des pouvoirs publics vis-à-vis d'un problème de santé publique à l'origine de 45 000 décès par an, en France.

- "Liens entre alcool et violence" - les résultats de la première étude française spécifique (19 septembre 2008)
- Etats généraux de l'alcool (Septembre - décembre 2006)
- Stratégie d'action alcool : Intensifier la prévention et le traitement des problèmes de santé liés à la consommation d'alcool
- "Zéro alcool pendant la grossesse" : Informer les femmes enceintes sur les dangers de l'alcool
- Autres sites Internet :
 - o Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT)
 - o Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES)
 - o Drogues alcool tabac info service
 - o Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT)
 - o Toxibase
 - o Association nationale pour le prévention de l'alcoolisme (ANPA)
 - o Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)

EVENEMENTS EN REGION

Toulouse (31)

La séparation du couple, 9 juin 2009

La séparation dans un contexte international, 16 juin 2009

Parents-enfants : quels liens juridiques ?, 29 septembre 2009

Les pensions alimentaires dans un contexte international, 20 octobre 2009

Violence dans le couple, 24 novembre 2009

Journées de formation dans le domaine du droit de la famille organisées par le CIDFF 31, Intervenants : BOUHIER V & CAPDEVIELLE R. Juristes

Auch (32), 11 juin 2009, 20h30

Faut-il avoir peur des jeux vidéo ?

Conférence débat animée par le Dr Georges Tisseron, psychiatre, psychanaliste

Organisateur : Réseau d'Actions de Prévention Ados 32

Lieu : Amphithéâtre de l'IUT, chemin d'Embaquès, Auch

Toulouse (31), 16 juin 2009, 8h30 à 17h15

Ces enfants, Ces adolescents, Malades de l'école

14ème Journée Toulousaine de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent

Lieu : Grand Auditorium de l'Université Paul Sabatier, Université des Sciences, bâtiment administratif, 118 route de Narbonne, TOULOUSE Métro Université Paul Sabatier - ligne B Programme : http://www.chu-toulouse.fr/IMG/pdf/PROGRAMME_-2.pdf

Le nombre de places étant limité, les personnes inscrites avant le 16 juin 2009 seront prioritaires. Les inscriptions sur place seront effectuées dans l'ordre d'entrée et dans la limite des places disponibles. Contact : Secrétariat du Pr Raynaud - SUPEA - Hôpital La Grave - TSA 60033 - 31059 Toulouse Cedex 9. Tél : 05 61 77 80 54 - Fax : 05 61 77 79 02 ; Email : abasolo.p@chu-toulouse.fr

Toulouse (31), 19 juin 2009

L'enfant "enJEU" dans la famille

Journée d'études : Comment l'enjeu du symptôme permet que le "je" émerge dans le "jeu" relationnel des parents ? Intervenants : Brigitte DOLLÉ MONGLOND, Psychanalyste, thérapeute de couple et de famille, Toulouse & Aldo MORRONE, Médiateur, consultant et conférencier, Montréal Canada et l'équipe d'Interactions. Ateliers : N°1 Les enfants dans l'entretien de médiation familiale de leurs parents, N°2 L'action familiale dans le processus de construction de la problématique, de l'enfant, N°3 Les processus de parentification chez l'enfant. Contact : Association INTERACTIONS 46 rue Paul BERT 31400 Toulouse, Tél : 05.61.20.13.58. www.interactions.asso.fr

Albi (81), Vendredi 26 juin 2009

Les figures de la délinquance au féminin, quels regards, quels traitements et prise en charge de la criminalité des femmes?

Journée scientifique organisée par le Centre de Criminologie et Sciences Humaines de Midi-Pyrénées ; Lieu : Centre Universitaire de Formation et de Recherche, Jean-François Champollion Maison Multimédia - Auditorium 1. Renseignements complémentaires : 05.63.48.64.30 ou ccsh@univ-jfc.fr

Toulouse (31), 17-19 juin 2009

Congrès de la SFP (Société Française de Psychologie <http://www.sfpsy.org/>)

Programme : <http://www.sfpsy.org/IMG/pdf/programme-SFP2009.pdf>

Formation Violence dans le couple, 15-16 juin 2009

EVENEMENTS - FRANCE/ETRANGER

Lille (59), 2-5 juin 2009

46ème Congrès international de médecine légale et de médecine sociale de langue française - Organisation : Société Française de Médecine Légale, Institut Médecine légale de Lille ; Lieu : Faculté de Médecine de Lille - Université Lille 2 ; Tél. 03 20 62 35 02 ; E-mail : didier.gosset@univ-lille2.fr ; Plus d'informations : <http://www.smlc.asso.fr/>

Paris (75), 10-12 juin 2009

Le trauma : un symptôme de notre civilisation ?

Organisé par Le magazine Psycho média, l'ALFEST (Association de langue française des études du stress et du trauma), le Cédrate (Centre de recherches et d'actions sur les

traumatismes et l'exclusion), la Revue francophone du stress et du trauma.
Programme détaillé et informations pratiques :
<http://www.bdsp.ehesp.fr/Colloques/Doc/2009/ColloqueTrauma09.pdf>

Pontoux (40), 18 juin 2009, 18h30-20h

Le couple auteur - victime : La question du masochisme

Soirée thématique du réseau RAISONANCE ; Intervenants : Mme Sylvie DUCASSE, psychologue clinicienne, C.H. de Mont de Marsan ; Me LETANG - FOREL, avocate au barreau de Mont de Marsan ; Lieu : Salle n°1 Maison des associations de Pontoux- 40200 Pontoux sur l'Adour (en face de la mairie). Renseignements : Mme COUTURE, Coord. RAISONANCE, Tél : 0615101911, Courriel : asso.raisonance@hotmail.fr

Paris (75), 26-27 juin 2009

Clinique : éthique et politique

Les enjeux éthiques et politiques dans le soin aux personnes victimes de la torture et de la violence politique. Organisé par l'Association Primo Levi. Pour en savoir plus :
<http://www.bdsp.ehesp.fr/Colloques/Default.asp?Frame=http://www.bdsp.ehesp.fr/Colloques/Scripts/Show.bs?bqRef=3717>

Clermont-Ferrand (63), 2-3 juillet 2009

5° Colloque International de Psycho-Criminologie

<http://wwwpsy.univ-bpclermont.fr/colloque09/>

Reims (51), 15-16 octobre 2009

Prévenir et prendre en charge les violences sexuelles des mineurs Quel dialogue sur la sexualité ? Organisateur : SPESE (Société Pluridisciplinaire des Etudes Sexologiques de l'Est) et PTF Nancy (Pôle Territorial de Formation Protection Judiciaire de la Jeunesse) ; Présidente : Dr M. Bonierbale, Psychiatre Sexologue CHU Ste Marguerite - MARSEILLE et Vice Pdte de l'Association Inter-Hospitalo-Universitaire de Sexologie ; Lieu : Faculté de Médecine ; Information : SPESE 03-82-82-05-50 fax : 03-82-58-91-75 www.spese.fr / francoisramseyer@wanadoo.fr ; PTF 03-83-93-96-63 fax 03-83-93-36-69 Courriel : ptt-nancy@justice.fr

Arles (13), 29, 30 et 31 octobre 2009

Violences? Parlons-en, parlons nous! Etat des lieux des discours et pratiques.
Colloque scientifique international initié par l'IRRAV

Montevideo (Uruguay), 27-31 octobre 2009.

Suicide prevention in different cultures

25e World Congress on suicide prevention of the International Association for Suicide Prevention. Organisé par the International Association for Suicide Prevention (IASP)
Site Internet : <http://www.iasp2009.org/htm/bienvenida.html>
Programme : http://www.iasp2009.org/doc/iasp_announcement.pdf

OUTILS

Vous souhaitez faire connaître vos outils par la lettre du réseau PREVIOS :

Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64.

Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

Violences conjugales, un outil pour le praticien

« Guide à l'intention des professionnels de la santé » - Initialement réalisé par l'Association du Paroles de Femmes de Gaillac dans le Tarn (Contact : Mme. Elisabeth FOURNIER - Tél. : 05 63 81 22 65), cet outil a été décliné au niveau départemental en partenariat avec les délégations aux droits des femmes, le Conseil de l'Ordre des médecins, Conseil Interrégional des sages femmes et l'URML-MP.

Contact :

parolesdefemmes81@gmail.com



Plaquette et affiche des consultations de prévention de la violence - Midi-Pyrénées

Ces affiches et plaquettes sont utilisées dans les actions de sensibilisation et sont disponibles, dans la limite des stocks disponibles, auprès de l'Association PREVIOS.



Jeu de l'Oie - Débattre autour de l'inégalité hommes femmes

Le plateau de jeu comporte 63 cases dont des « cases obstacle » sur lesquelles chaque équipe avance son pion après avoir lancé les dés. Chaque case correspond à un thème et comporte une question dont la réponse permettra à la fois d'approfondir ses connaissances et d'engager un débat entre les équipes et l'animatrice (outil Du côté des femmes : www.ducotedesfemmes31.fr).

La non-assistance à personne en danger

Film illustratif sur l'importance des facteurs situationnels sur la non intervention des personnes en situation urgente.

http://www.canalu.tv/producteurs/les_amphis_de_france_5/dossier_programmes/psychologie/regards_sur_la_psychologie_sociale_experimentale/la_non_assistance_a_personne_en_danger

Annuaire tabacologie de Midi Pyrénées

Capitole Stop Tabac et Passages Réseau Addictions ont réalisé un annuaire tabacologie de Midi Pyrénées. L'objectif est de favoriser la connaissance des structures, des professionnels et donc l'accès aux consultations tabacologiques. Une version « papier » est disponible sur demande -par mail ou par courrier-. Une version « informatique » est ici en pièce jointe. Cette version sera réactualisée en permanence. Si vous souhaitez y apparaître ou apporter des modifications, merci de nous contacter : PRA 31 - Capitole Stop Tabac (Passages Réseau Addictions 31 Hôpital La Grave, Place Lange - TSA 60033, 31059 Toulouse cedex 9 ; Tel-Fax : 05 34 55 97 75 ; Mobile : 06 17 26 83 56 ; pra.31@orange.fr

PRESENTATIONS DE PARTENAIRES MIDI-PYRENEES

Vous souhaitez présenter un projet ou les missions de votre structure intervenant auprès des victimes, témoins ou auteurs de violences sur la thématique de la violence :
Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64.
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

Unité Hospitalière des Enfants en Danger, Toulouse

Prise en charge en hôpital de jour ou en consultation d'enfants de moins de 16 ans

Et ouverture d'une consultation enfants témoins de violence domestique.

<http://www.chu-toulouse.fr/-unite-hospitaliere-enfance-en-danger->

Unité Médico-Judiciaire, service de médecine légale, Toulouse

☛ **Consultation de coups et blessures**

Hôpital de Rangueil 1, avenue Jean Poulhès TSA 50032 Bâtiment H1, 2ème sous-sol 31059 Toulouse Cedex 9 ; Tél : 05.61.32.29.70.

Précisions (Missions et personnes accueillies, Equipe, Horaires de consultation et parcours du patient, suivi des victimes, Partenaires) :

<http://www.chu-toulouse.fr/-consultation-medico-legale->

☛ **Consultation de prévention de la violence (CPV) de Haute Garonne**

Evaluation des situations de violence en partenariat

Hôpital de Rangueil, Bât H 1, 2ème sous-sol 1, avenue Jean Poulhès TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9 Tél. 05.61.32.37.17 Fax. 05.61.32.31.87 Courriel : prevention.violence@chu-toulouse.fr (Patients vus sur RDV); Internet : <http://www.chu-toulouse.fr/-consultation-de-prevention-de-la-> (équipe, missions et population, partenaires, publications - communications, lettres d'information, Formation Professionnelle Continue, Outils); Partenaires : Conseil général, AVAC, SAVIM, Réseau RIVES FEMMES (SAVIF/PEA, APIAF-OLYMPHE DE GOUGES, LA MAISON DES ALLEES, ISES, CIDFF31, DU COTE DES FEMMES), Gendarmerie

Unité d'Accueil des Victimes, Pamiers (09)

Centre Intercommunal du Val d'Ariège 10 rue Saint Vincent 09100 Pamiers, Tél. 05.61.60.90.15, Fax. 05.61.05.90.16. Horaires de consultation : lundi et vendredi de 9h à 11h. Patients vus sur RDV ou non (prise de rendez vous du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30). Partenaires : Préfecture, ASJOA, APEA, CIDFF 09. Particularités : prises en charge des victimes au titre de la sécurité routière.

http://www.ariege.equipement.gouv.fr/article.php?id_article=3090

Consultation de Prévention de la Violence, Montauban (82)

Hôpital de Montauban 100 avenue Léon Cladel 82000 Montauban. Tél. 05.63.92.89.68
Horaires de consultation : lundi 10h30-12h30 et jeudi matin 9h-12h. Patients vus sur RDV (prise de rendez vous du lundi au vendredi de 9h à 17h). Partenaires : AVIR 82, CIDFF 82, MFPF 82

Centres d'Evaluation et d'Information sur la Pharmacodépendance (CEIP), Toulouse

Service de Pharmacologie clinique Faculté de médecine 37 allées Jules Guesde 31073 TOULOUSE CEDEX ; Responsable : Mme le Dr. Maryse LAPEYRE-MESTRE ; Tél : 05 62 26 06 90 (ceip) ; Tél : 05 61 14 56 06 (secrétariat) ; Fax : 05 61 14 59 28 ; Bulletin d'information : Courriel : ceip.toulouse@cict.fr

Soumission Chimique

La soumission chimique est l'administration de substances psycho-actives, à l'insu de la victime, à des fins criminelles (viols, actes de pédophilie) ou délictuelles (violences volontaires, vols).

Recommandations (conseil de l'Europe auprès des Etats membres) :

- Sensibiliser à ce sujet le grand public et les autorités compétentes ;
- Prendre des mesures spécifiques pour assurer que les victimes soient rapidement prises en charge sur la plan médical et psychologique, mais aussi informées de la possibilité de Faire des tests et de déposer plainte ;
- Mettre sur pied des programmes de formation destinés aux personnes appelées à entendre et à aider les victimes de viols ;
- Normaliser les méthodes de travail de la police et les techniques de médecines légales qui visent à déceler la présence des drogues dans le sang, l'urine ou les cheveux ;
- Reconnaître le droit des victimes d'un viol de recourir si elles le désirent à une interruption volontaire de grossesse ;
- Réviser la législation concernant le viol notamment pour en faire une infraction sans distinction de sexe ;
- Inscrire les drogues du viol sur les listes des médicaments contrôlés ;
- Encourager les sociétés pharmaceutiques à mettre au point des méthodes permettant de mieux déceler la présence de telles drogues quand elles sont mélangées à une boisson.

Pour en savoir plus : Rapports AFSSAPS 2005, 2006, 2007 : <http://www.afssaps.fr/>

GROUPES DE PAROLE

Vous souhaitez rectifier/actualiser les données relatives à votre groupe de parole :
Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64.
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

AVAC, Toulouse (31)

Groupe de parole destiné aux femmes victimes de viol ou d'inceste

Groupe de parole destiné aux hommes auteurs de violence ;

Animation : psychologues. AVAC 17 rue Peyras 31000 Toulouse, Tél. 05 61 21 05 28

Du Côté des femmes, Muret (31)

Groupe de paroles pour les femmes victimes de violences conjugales - Mardi soir, 4e du mois de 18h à 19h30

Groupe de parole violences sexuelles - Tous les 15 jours, Mardi soir de 18h à 20h

Contact : 33 rue de la Louge 31600 Muret Tél. 0534631674

Courriel : ducotedesfemmes@gmail.com

Faire Face (81)

Atelier self défense "Fem-dochi"

Technique d'autodéfense conçue spécifiquement pour les femmes et s'adressant en particulier à celles qui ont besoin d'extérioriser leur énergie et de reprendre confiance en elles ». Fréquence : tous les deux mois ; Contact : 40 place d'Hautpoul 81600 Gaillac Tél. 05.63.81.22.65

Femmes de papier, Saint Gaudens (31)

Groupe de parole destiné aux femmes victimes de violences conjugales

Lieu : 7 rue de la République 31800 Saint Gaudens ; Contact : 05 61 79 39 71

Paroles de femmes, Gaillac (81)

Atelier d'écriture - Un vendredi sur deux, de 14h à 16h

Expression et de soutien - Un lundi sur deux, de 14h30 à 16h30

Violence conjugale - Un lundi sur deux de 14h30 à 16h30

Agressions sexuelles, viols, incestes - Un vendredi sur deux, de 14h à 16h

Animation par Vanessa Watremez (sociologue et intervenante sociale)

Contact : 40 Place d'Hautpoul 81600 Gaillac Tél. 05.63.81.22.65 ; Courriel : parolesdefemmes81@gmail.com

SAVIF/PEA, Toulouse (31)

Groupe de paroles destiné aux femmes victimes de violences conjugales

Fréquence : bimensuel ; Objectifs du groupe de paroles sur le site. Contact pour 1^{er} rendez-vous avant d'intégrer le groupe de parole : Mme LALLOZ Tien 2 rue Saint Jean-31000 TOULOUSE, Tél. 05 61 25 16 13 ; Mail : savifs@free.fr ; Site Internet : www.savif.com

Volonté de femmes, Saint Girons (09) - Contact : 0561675172

PUBLICATIONS

Accès aux soins

- Comment réduire les inégalités sociales de santé MOQUET et al. La Santé de l'Homme. n°397. 2008/09-10. 16-47
- Droit de la santé des étrangers (loi n° 98-349 du 11 mai 1998) rapport de l'observatoire du droit à la santé des étrangers (ADSE) www.odse.eu.org. « La régularisation pour raison médicale en France : un bilan de santé alarmant »
- Accès aux soins des personnes en situation de handicap - Rapport de la commission d'audition publique Haute Autorité de Santé. 2009/01 http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_736311/acces-aux-soins-des-personnes-en-situation-de-handicap-rapport-de-la-commission-d-audition-publique

Addictologie

- Rapport de l'Inserm sur les addictions aux jeux de hasard et d'argent, juillet 2008. http://www.inserm.fr/fr/questionsdesante/mediatheque/expertises/att00001953/synthese_jeux_220708.pdf
- ESPAD 2007 : usages de drogues parmi les jeunes scolarisés de 35 pays d'Europe. Observatoire Européen des Drogue et des Toxicomanies. 2009/03. <http://www.ofdt.fr/ofdtdev/live/donneeseuro.html>

Bientraitance

- Le travail en équipe mobile gériatrique. Ou comment valoriser le travail transversal à l'hôpital. KOPEL S., VOISIN V., GRAND A. Gestions Hospitalières. n°481. 2008/12. 726-730.
- Action pour la bientraitance dans les EHPAD : l'organiser, la maîtriser. Brami. Revue Hospitalière de France. n°525. 2008/12. 69-73. Cartographie des risques : combiner approches a posteriori et a priori. MATUSSIÈRE et al. Risques et Qualités en milieu de soins. vol 5. n°4. 2008/12.187-198
- La « bientraitance », exploration du concept et essai d'utilisation en santé publique. Une expérience à Fribourg (Suisse) GRAZ et al. Santé Publique. n°1. 2009. 89-100
- Bientraitance en établissement DENY et al. Revue Hospitalière de France. n°527. 2009/03-04. 60-67

Dépendance

- Les représentations sociales de la maladie d'Alzheimer en France. Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé. 2009/03. <http://www.inpes.sante.fr/index2.asp?page=30000/actus2009/013.asp>

Etablissements de santé

- Les dépenses de prévention en France. Estimation à partir des comptes nationaux de la santé 2002 RENAUD T., SERMET C. avec la collaboration de MINC C., SARLON E. Avril 2008. 110 pages.
<http://www.ors-idf.org/etudes/pdf/AppCollPolSP.pdf>
- Statistiques 2006 de l'assurance maladie sur les risques professionnels dans les métiers de l'aide et du soin à domicile
http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/atmp_media/Chiffres-2006-France.pdf

Environnement

- Recensement et identification des menaces environnementales pour la santé publique. Institut de Veille Sanitaire. 2009/02

Pénitentiaire

- Projet de loi pénitentiaire présenté le lundi 28 juillet 2008 en Conseil des ministres par la ministre de la justice
http://www.legifrance.gouv.fr/html/actualite/actualite_legislative/pl_penitentiaire.html
- Grève de la faim des détenus, un conflit de droits non réglé par la loi ROMDHAM H. Droit et déontologie et soin, mars 2008, p. 19

Qualité des soins

- Mesurer la qualité des soins SILBER D, janvier 2009, 32p.
http://www.institutmontaigne.org/medias/documents/note_denise_silber_sans_citations.pdf

Santé et Catastrophe industrielle

- Cohorte des travailleurs de l'agglomération toulousaine - Cohorte santé "AZF" - Principaux résultats de l'année de suivi mai 2004-avril 2005 (année T2). Institut de Veille Sanitaire. Département Santé Travail. 2009/01.
http://www.invs.sante.fr/display/?doc=publications/2009/cohorte_azf/index.html

L'évaluation de la dépressivité montre une prévalence de 34 % chez les hommes et 50 % chez les femmes. Ces prévalences diffèrent selon la catégorie socioprofessionnelle : elles sont plus importantes chez les ouvriers (48 % chez les hommes et 55 % chez les femmes) et les artisans commerçants (43 % et 53 %) que chez les cadres (22 % et 42 %). La symptomatologie de stress post-traumatique (SPT) évaluée par l'IES-R montre des prévalences de l'ordre de 15 % chez les hommes et 22 % chez les femmes. Ces prévalences de SPT diffèrent aussi selon la catégorie socioprofessionnelle : les catégories ouvriers (26 % et 37 %) et artisans commerçants (27 % et 44 %) sont plus touchées que les cadres (6 % et 12 %). Ces niveaux de prévalence de trouble de santé mentale témoignent, quatre ans après la catastrophe, de l'importance des troubles ; ils sont concordants avec les précédents résultats publiés dans la cohorte santé "AZF". Les résultats de l'année de suivi mai 2004-avril 2005 confortent ceux de l'inclusion car montrent la persistance des troubles quatre

ans après la catastrophe. Ces résultats s'inscrivent dans la perspective du suivi longitudinal qui permettra d'évaluer les conséquences à moyen terme de l'explosion, principalement dans le domaine de la santé mentale et des troubles auditifs.

Santé mentale

- Réflexion à propos des pratiques sectorielles en psychiatrie et de leur évaluation. TORRES. Actualité et Dossier en Santé Publique, n°64. 2008/09. 11-15

Soins palliatifs

- Étude sur les perceptions et les attentes des professionnels de santé, des bénévoles et des familles des malades dans le cadre de la prise en charge des soins palliatifs.
<http://www.sante.gouv.fr/drees/serieetudes/serieetud79.htm>

Travail

- Statistiques 2006 de l'assurance maladie sur les risques professionnels dans les métiers de l'aide et du soin à domicile
http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/atmp_media/Chiffres-2006-France.pdf
- Les hôpitaux magnétiques : un hôpital où il fait bon travailler en est un où il fait bon se faire soigner BRUNELLE Y Pratiques et Organisation des Soins volume 40 n° 1 / janvier-mars 2009, p.39-48.
- Qualité de vie, fatigue et épuisement professionnel, évaluation chez des agents paramédicaux de services de réanimation, MARTIN F. et al. Gestions Hospitalières Mars 2009, p.167-172
- Prévenir le stress au travail. CHOUANIÈRE, et al. La Santé de l'Homme. n°997. 2008/09-10. 4-15.

Usagers

- Cadre de coopération avec les associations de patients et d'usagers Juin 2008 HAS Guide méthodologique à l'intention des professionnels de santé ayant pour but de valoriser l'expertise associative qu'elle soit technique ou fondée sur l'expérience personnelle de la maladie ou celle de l'entourage du patient.
http://www.hassante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/cadre_cooperation_associations_patients_usagers.pdf

Vieillesse

- Quelles actions de prévention et quelles organisations pour un vieillissement réussi ? BRÉCHAT, et al. Santé Publique. n°5. 2008/09-10. 475-488.
- Le sommeil des personnes âgées : un indicateur important de mortalité. Inserm. 2009/03.
- Réalisation d'une enquête sur les opinions des personnes malades et des aidants familiaux à l'égard de la maladie d'Alzheimer et du Plan Alzheimer. Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé. 2009/03.

- Les places d'hébergement spécifiquement destinées aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer en 2008 (première partie). Fondation Médéric Alzheimer. La Lettre de l'Observatoire des dispositifs de prise en charge et d'accompagnement de la maladie d'Alzheimer. n°8. 2008/12.

Violences

- Les violences aux personnes en France - Analyse de trois enquêtes récentes - Simone Gilgenkrantz - Médecine/Sciences 2009 ; 25 : 83-6

Violences conjugales

- Rapport EURO-PERISTAT Rapport européen sur la périnatalité : la France comparée aux autres pays d'Europe - Systèmes d'information : le dépistage des vulnérabilités liées à la violence domestique pendant la grossesse n'est pas un critère de comparaison dans les pays développés
<http://www.europeristat.com/bm.doc/european-perinatal-health-report-2.pdf>
- Témoignages victimes (Violences conjugales Mutilations, mariages forcés Agressions sexuelles, viols Violences au travail) : <http://www.stop-violences-femmes.gouv.fr/>

Violences sexuelles

- Les conséquences à long terme de la violence sexuelle, physique et psychologique vécue pendant l'enfance BOUCHARD et al. Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique. vol 56. n° 5. 2008/10. 333-344

Textes

Décret n° 2009-572 du 20 mai 2009 relatif à l'audition de l'enfant en justice modifie le titre IX bis du livre Ier du Code de procédure civile (CPC, art. 338-1 à 338-12) / Arrêté du 20 mai 2009 : JO 24 mai 2009, p. 8650

Décret n° 2009-313 pris en application de la loi du 5 mars 2007 (L. n° 2007-291 : JO 6 mars 2007 ; JCP G 2008, I, 121 ; Dr. pén. 2007, étude 5) relatif à la création de 91 pôles de l'instruction dans certains TGI, dans lesquels l'instruction des affaires pénales les plus graves ou les plus complexes est confiée à plusieurs juges (Journal officiel du 22 mars 2009 p. 5188).

Décret n° 2008-1556 du 31 décembre 2008 relatif aux droits des usagers des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales (Journal officiel, 1er janvier 2009 P. 92)

Décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008 relatif aux modalités de participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection (Journal officiel, 1er janvier 2009 P 90)

Décret D. n°2008-1490 du 30 décembre 2008 relatif aux citations et significations en matière pénale (Journal officiel, 31 décembre 2008 p. 20640).

Décret n° 2008-1276 du 5 décembre 2008 relatif à la protection juridique des mineurs et des majeurs et modifiant le code de procédure civile.

Décret n°2008-1217 du 25 novembre 2008 relatif au Conseil d'orientation sur les conditions de travail

Décret n° 2008-1130 relatif au placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre d'une surveillance de sûreté, Journal officiel du 5 novembre 2008, P.16873 (Sur la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Décret du 6 octobre 2008 relatif au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes et au casier judiciaire national automatisé (FIJAIS)

Arrêté du 24 juin 2008 relatif aux missions de l'Agence Nationale pour la Garantie des Droits du Mineur (JO du 4 juillet 2008)

Arrêté du 30 mars 2009 relatif à la répression de certaines formes de criminalité informatique et à la lutte contre la pédopornographie publié le 2 avril au Journal officiel (JO 2 avr. 2009, p. 5818) et lié à la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (JO 7 mars 2007, p. 4297)

Circulaire N°DHOS/F2/F3/DSS/1A/2008/356 du 08 décembre 2008 relative à la campagne tarifaire 2008 des établissements de santé

Circulaire interministérielle NSDFE/DPS/DGAS/DGALN no 2008-260 du 4 août 2008 relative à l'hébergement et au logement des femmes victimes de violences.

Circulaire interministérielle DGAS/SDFE/1A/DPS no 2008-238 du 18 juillet 2008 relative à l'expérimentation de l'accueil familial des femmes victimes de violences au sein du couple.

Circulaire DHOS/F2/F3/F1/DSS/A1 no 2008-264 du 8 août 2008 relative à la campagne tarifaire 2008 des établissements de santé.

Recommandations du 17 novembre 2008 : Le contrôleur général des lieux de privation de liberté formule ses premières recommandations Texte n° 58 (Journal officiel, 25 novembre 2008).

Vous souhaitez faire connaître vos publications
Contact : Mme DOUSSET, tél. 06 80 61 48 64.
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

CORRESPONDANCE

RESEAU PRÉVIOS

Service de médecine légale
Faculté de médecine Toulouse Purpan
37 allées Jules Guesde
31073 Toulouse Cedex
Tél. / Fax. 05 61 14 56 13 (répondeur)
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

POUR MIEUX SE CONNAITRE

Le réseau dispose d'une **fiche adhérent** à retourner. Ce formulaire indiquera aux membres du réseau vos spécificités. Pour recevoir ce formulaire sur support informatisé : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

POUR ADHERER AU RESEAU PRÉVIOS

L'adhésion au réseau PRÉVIOS est fixée pour les personnes physiques à 10 euros et pour les personnes morales à 30 euros. La cotisation est gratuite pour les personnes sans emploi, les étudiants, et les personnes retraitées.

Les adhésions sont à adresser à : « Réseau PRÉVIOS chez Mme Béatrice LE NIR 6 rue Pétrarque 31000 TOULOUSE ».

✂ -----

DEMANDE DE COTISATION - ASSOCIATION PREVIOS pour l'année 2009

Destinataire : Mme LE NIR, Trésorière de PREVIOS, 6 rue Pétrarque 31000 Toulouse

NOM :

Prénom :

Adresse :

Tél.

Fax.

Montant :

10 € (adhésion individuelle 2008)

30 € (adhésion collective 2008)

0 € (adhésion étudiant & personne en recherche d'emploi)*

€ (adhésion 2008 + don)

€ (don)

Institution :

Courriel :

Date et Signature

- Chèque bancaire (joint) :

- C.C.P. (joint) :

**justificatif ci-joint*